



SUR LA ROUTE DES TERRITOIRES ISOLÉS : NINA ET SIMON-E, UN POINT D'ÉCOUTE ITINÉRANT

Textes & Photos: Camille Huguenot

Alors que 155 féminicides ont déjà été recensés cette année en France par l'association NousToutes — dépassant, au 27 novembre, le bilan de 2024 — Rébecca sillonne le pays d'Arles à bord du van « Nina et Simon-e ». Elle mène des actions de sensibilisation sur l'égalité des genres et les violences faites aux femmes. Son objectif : aller à la rencontre des publics les plus éloignés et créer, directement sur le terrain, un espace d'écoute et d'information.

« On va sortir les madeleines, ça attire toujours plus », glisse Rébecca Guyot Kaboré avec un sourire, en posant une assiette sur la table. À côté, sont alignés des prospectus du CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles), dont elle fait partie. Derrière elle, le van « Nina et Simon-e » n'est pas seulement là pour capter les regards : depuis l'inauguration, le 5 septembre, c'est à son volant que Rébecca parcourt le département avec Arles pour point de départ. Sa mission ? Aller là où le CIDFF n'est pas présent, pour sensibiliser et informer sur diverses thématiques : égalité femmes-hommes, accès au droit, et aujourd'hui, lutte contre les violences faites aux femmes. Contrairement aux sorties habituelles, Rébecca n'est pas seule ce matin, dans la rue de l'Esplanade des Belges, à Martigues. Toute une équipe l'accompagne : « C'est une grosse journée, on est là en soutien », précise Naïs Luperini, juriste généraliste au CIDFF d'Arles, avant d'envoyer ses deux stagiaires distribuer des prospectus aux passants.

Le van des zones oubliées

Le van « Nina et Simon-e » n'est pas un cas isolé. En France, on en trouve aussi en Bourgogne-Franche-Comté, dans le

Pas-de-Calais et en Bretagne. Son nom, repris du premier van lancé dans les Hauts-de-France, rend hommage à Nina Simone, chanteuse afro-américaine, militante féministe et pour les droits civiques des personnes noires. Il fait également référence à Simone Louise des Forest, pilote automobile des années 1930 et à l'origine de l'expression populaire « En voiture Simone ! », ainsi qu'un clin d'œil à Simone de Beauvoir et Simone Veil. À Arles, le dispositif s'appuie sur plusieurs financements : l'Agence régionale de santé de PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État via la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE). La Ville se contente de mettre à disposition une place de stationnement.

Près de 50 % des féminicides ont lieu en milieu rural, où vivent 31 % de la population.

Le CIDFF, qui œuvre pour la défense des droits des femmes et l'accompagnement juridique et social des victimes de violences, cherche, à travers ce dispositif, à atteindre un public éloigné et à rompre l'isolement géographique autant que social des personnes qui ne franchissent pas spontanément ses portes. La genèse du projet dans le pays d'Arles s'appuie sur un diagnostic mené par son antenne régionale. « *C'est une nécessité, parce que la région PACA, comme à peu près toutes les régions confrontées à des enjeux d'urbanité versus ruralité, compte une grande part de zones rurales* », explique Eva Pacios Santamaria, cheffe de projet. « *L'enjeu est évident, notamment sur le territoire du pays d'Arles, très rural, très étendu, très vaste, dans lequel le maillage du service public fait que certains publics sont trop éloignés des services publics et des associations.* »

« J'engage la discussion, je sème une graine »

Ce diagnostic met également en lumière les publics les moins touchés par l'association. En 2023, 80 % des femmes accueillies dans les CIDFF de PACA avaient entre 25 et 55 ans, et seules 14,5 % vivaient en zone de revitalisation rurale (ZRR : zonage qui identifie des territoires ruraux fragiles à la fois sur le plan économique et démographique). Un constat d'autant plus préoccupant que les violences faites aux femmes ne s'arrêtent pas aux frontières des grandes villes. En 2021, la sénatrice socialiste de la Drôme, Marie-Pierre Monier, rappelait que près de la moitié des féminicides en France ont lieu en milieu rural, alors que 31 % de la population y habitent. Quatre ans plus tard, les associations féministes, tel que l'AG Féministe et la Fédération nationale du CIDFF, dressent toujours le même constat. Face au manque de structures publiques, c'est bien souvent le tissu associatif qui prend le relais.

Aller à la rencontre des passants

Sur le terrain, Rébecca engage la conversation dès que l'occasion se présente. « *En général, je donne une information généraliste, je nous présente comme un point d'accueil et de ressources sur les questions de violences conjugales et intrafamiliales. Et souvent, on me raconte une anecdote : "il y a quelqu'un que j'ai connu qui était concerné".* » Parfois, ce sont les passants eux-mêmes qui, intrigués par la présence du van, s'approchent. Mais ce matin-là, à Martigues, le contact est plus difficile : le vent traverse la rue et fait voler les prospectus. Du côté de l'équipe, bonnets et gants sont de mise pour encaisser la météo et les vents... des passants. « *Faut se prendre des bâches, c'est le métier qui rentre... Le plus important, c'est de dire qui on est* », lance Naïs à ses deux stagiaires, Bruna et Antoine, pour les remotiver.

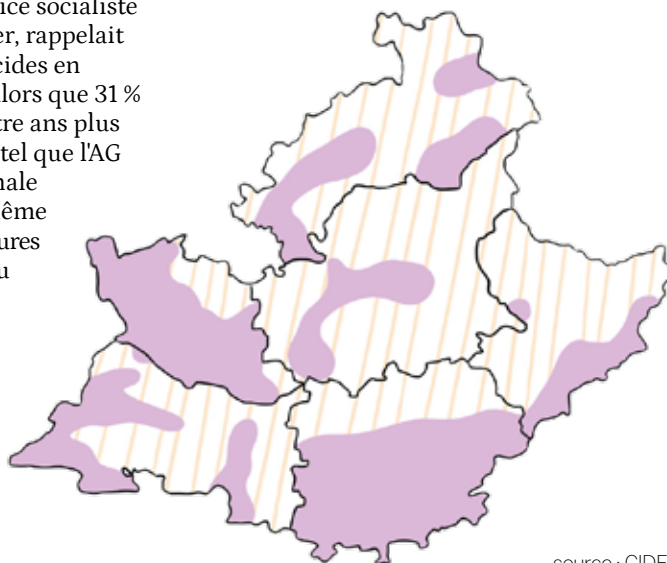
Rébecca, elle, trouve plus facilement sa place. Sa formation en événementiel et en communication l'a habituée à s'adresser à un public. Avant de rejoindre le domaine sanitaire, elle a travaillé plusieurs années dans ce secteur, puis passé dix ans à l'hôpital d'Arles. D'abord comme assistante qualité, puis trois années en tant que référente égalité où elle fera ses premiers pas dans ce domaine. Déjà engagée sur les questions féministes, elle rencontre le CIDFF au fil d'une collaboration avec l'hôpital. De fil en aiguille, elle finit par rejoindre l'association en septembre. « *Je suis arrivée, je suis allée chercher le van* », raconte-t-elle. Face aux passants peu investis ou simplement pressés, Rébecca n'insiste



Zone couverte par au moins une permanence CIDFF



Zone "blanche"



source : CIDFF



jamais. « *Je ne suis pas une forceuse* », dit-elle. « *J'engage la discussion, je sème une graine, et peut-être qu'elle poussera dans un mois, trois mois, un an. Ils savent qu'ils peuvent avoir une oreille attentive.* »

Se faire connaître et orienter

À Martigues, le CIDFF ne dispose d'aucune permanence et reste peu connu des passants. « *L'idée, c'est aussi de se faire connaître du grand public* », souligne Rébecca. « *Le CIDFF est bien identifié par les partenaires prescripteurs, qui orientent une grande partie du public vers nos structures, mais il l'est moins du grand public, simplement parce qu'on ne concentre pas forcément nos efforts sur la communication grand public* », complète Eva Pacios Santamaria, cheffe de projet. Sur place, l'objectif est donc d'aider les femmes à identifier l'antenne la plus proche de chez elles ou selon leur situation, les alternatives possibles. « *À Martigues, ce sera la permanence de Fos-sur-Mer. Ensuite, nous leur présentons des relais comme l'Apers (Aixoise de Prévention et de Réinsertion*

Sociale), Solidarité Femme ou Sofa (Soutenir, Orienter, Faciliter et Accompagner, unité du centre hospitalier de Martigues) », précise Rébecca. Chaque sortie du van est organisée en partenariat : collectivités locales, Centre communal d'action sociale (CCAS)... mais aussi entreprises privées.

Aujourd'hui, la présence de l'équipe arlésienne à Martigues s'inscrit dans une semaine de sensibilisation organisée par la Ville, dans le cadre de la journée internationale du 25 novembre, dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes. « *Cela fait des années qu'on propose un tas d'événements. Cette année, on a contacté le CIDFF, avec qui on avait déjà travaillé, pour renouveler le partenariat* », explique Marie Adams, coordinatrice au service prévention éducative et accès aux droits de la Ville de Martigues. Lunettes de soleil relevées sur la tête, elle observe un instant la petite équipe qui fait face au vent. « *C'est bien d'aller vers les gens. Le fait d'être présent, si les gens ont des questions... Parce que, souvent, c'est un public*

▲ D'autres vans « Nina et Simon-e » pourraient venir renforcer le dispositif dans la région, notamment dans les Alpes-de-Haute-Provence, selon la pérennisation des financements et l'arrivée de nouveaux soutiens.

ciblé, entre guillemets un public captif. Alors que là, on va les chercher. Et c'est bien aussi pour se montrer », ajoute-t-elle, avant de filer chercher un café pour se réchauffer.

Le temps nécessaire pour se confier

Le van a été pensé pour offrir une forme de discrétion. À l'intérieur, le siège passager pivote et des stores occultent les fenêtres afin de garantir la confidentialité des échanges. Pourtant, depuis le lancement du projet en septembre, Rébecca n'a encore jamais reçu quelqu'un seule à bord. « *Il faut du temps, parfois beaucoup de temps, pour qu'une personne se confie. Je ne fonctionne pas comme une permanence, qui serait présente tous les jeudis : si c'était le cas, les gens me verraient plus souvent, me reconnaîtraient... Mais ce n'est pas le cas* », explique-t-elle. Pour ces raisons, « *J'ai des doutes sur les entretiens individuels (le fait de les réaliser ndlr), mais si cela arrive, nous sommes totalement disposés à les accueillir* ». Recueillir un témoignage est délicat. « *Ce n'est pas en cinq ou dix minutes, ou alors très rarement, que le lien de confiance va s'installer.*

De temps en temps, je récolte des anecdotes, lors d'une action aux Férias d'Arles, par exemple, des femmes m'ont raconté avoir été droguées au GHB à leur insu » poursuit-elle.

Même au sein des CIDFF, les victimes ne livrent pas toujours immédiatement ce qu'elles traversent. « *Souvent, lors du premier appel, la personne dit ne pas être victime de violences conjugales. Ce n'est qu'au fil des démarches qu'on comprend qu'elle ne peut pas travailler parce qu'elle pourrait rencontrer des hommes, qu'il l'a déjà poussée (que son conjoint l'a déjà poussée physiquement ndlr)* », souligne Naïs Luperini. Pour autant, le van s'avère précieux pour les proches. « *Hier, à Salon-de-Provence, j'ai distribué le violentomètre (classement sous forme de règle de 23 comportements conjugaux en 3 catégories : "Profite", "Vigilance, dis stop !" et "Protège-toi, demande de l'aide." voir p.67) à une dame qui m'a dit : "C'est bien, parce que ma fille est dans une relation toxique. Quand j'en parle, elle se braque, alors je vais lui donner pour qu'elle se rende compte"* », raconte Rébecca.



▲ Le véhicule intervient aussi bien dans les établissements scolaires que sur les marchés de village, les bureaux de poste, les festivals ou les événements sportifs.

Le poids de l'isolement rural : des obstacles qui s'accumulent

« C'est forcément plus compliqué. Dans les villages, il n'y a pas de maison d'associations, pas d'avocat, pas de notaire... Même avec la volonté, les outils manquent, et cela prend beaucoup plus de temps. Pourtant, il faut déjà en moyenne sept allers-retours pour qu'une femme puisse sortir d'un logement violent. La mobilité est aussi un frein : pas de transport public », rappelle Naïs Luperini. Ces constats trouvent un écho dans le rapport du Sénat de 2023, "Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité", qui ajoute que les femmes des territoires ruraux sont surreprésentées dans des emplois précaires, ce qui accroît leur dépendance économique et limite leur marge de manœuvre pour sortir du foyer violent. Le rapport note aussi qu'elles sollicitent moins les dispositifs d'aide : seuls 26 % des appels à la ligne 3919 viennent de ces zones. « Si nous sommes là avec notre van, nous sommes visibles : elles n'ont qu'à venir, à nous téléphoner... Il reste des freins, mais nous leur donnons plus de chances », estime Naïs.

En milieu rural, seules 12% franchissent la porte d'une gendarmerie, contre 36% en milieu urbain.

Marie-Pierre Monier, sénatrice socialiste, confirme dans son rapport de 2021, sur les violences conjugales en ruralité que les femmes appellent moins souvent, et quand elles le font, elles témoignent de stratégies de contrôle spécifiques : interdiction d'utiliser le véhicule familial, vérification du kilométrage, autant de moyens qui restreignent leur accès aux ressources. Quitter le logement reste difficile : les centres d'hébergement sont moins nombreux, et les places disponibles, rares. Le rapport de la sénatrice souligne également qu'en milieu rural, préserver son anonymat est un vrai défi, ce qui retient souvent les femmes de parler. Seules 12 % franchissent la porte d'une gendarmerie, contre 36 % en milieu urbain. Le risque d'isolement après une dénonciation est plus fort dans un environnement où « tout le monde se connaît », une interconnaissance qui complique aussi la possibilité pour les femmes de réunir des témoignages.

Le van « Nina et Simon-e » n'a pas encore roulé en zone rurale. Pour Rébecca, c'est un objectif à atteindre.

« J'aimerais bien aller dans les villages comme Salin-de-Giraud, les Saintes-Maries-de-la-Mer, Raphèle ou les communes des Alpilles... Je n'ai pas encore eu l'occasion... C'est en fonction de la saison, des partenariats... », explique la conductrice.

La question de se déplacer de manière autonome, sans partenariat dans le département, n'est pas adaptée pour Eva Pacios Santamaria, cheffe de projet au CIDFF PACA : « Lorsqu'on arrive sur un territoire rural, on a besoin d'être accueillis. Ça n'a pas de sens d'arriver avec un van dans un endroit où personne ne nous attend, où personne n'a été informé de sa venue. Déjà, administrativement, il faut une autorisation de stationnement. Et puis, ce serait très prétentieux de croire qu'on peut arriver sur un territoire sans rien connaître aux besoins des publics qui nous attendent. »

Si les zones urbaines ne sont pas exclues, « l'objectif premier est d'aller vers les publics les plus éloignés. (...) Forcément, il y aura une surreprésentation des zones blanches parmi les territoires d'intervention du van », ajoute-t-elle.

Les autres "Nina et Simon-e" déployés en France ont déjà permis d'atteindre ce public. C'est notamment le cas des vans du département de Seine-Maritime et du Pas-de-Calais, qui sont intervenus dans des villages, en partenariat avec les mairies. Le van ne peut pas tout faire

seul : briser l'isolement et protéger les femmes en milieu rural exige coordination et relais locaux.

Un sentiment que beaucoup de passants partagent. « *C'est important, car si on connaît quelqu'un qui est victime dans notre entourage, on sait que le CIDFF existe et qu'on peut aider* », confie Virginie, 51 ans, tract en main. Au-delà de l'information, le van permet de mieux comprendre les besoins sur le territoire. « *On voit qu'il y a un vrai besoin à Martigues, donc peut-être qu'une permanence pourrait y être ouverte* », ajoute Rébecca.

« On est dans une égalité des droits, mais pas une égalité de faits »

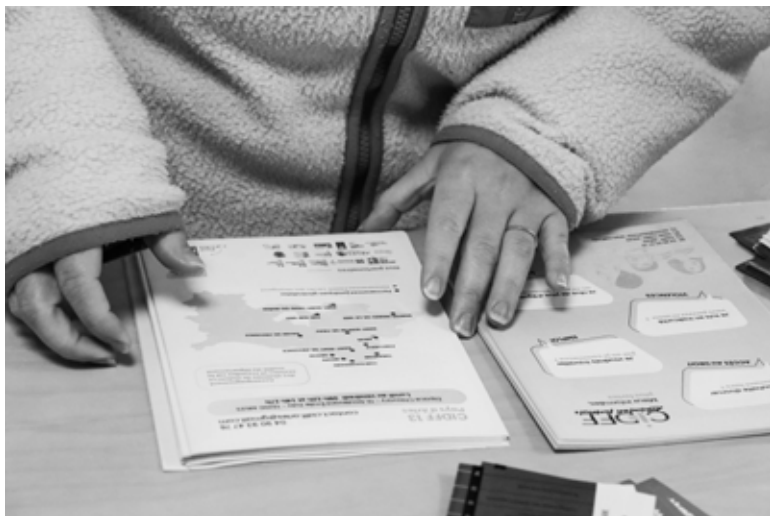
Quand le van devient cercle de parole

À midi, le van quitte la rue de l'Esplanade pour une pause déjeuner bien méritée. Puis l'équipe reprend la route, direction le quartier Saint-Jean, où se trouve la Maison Jacques Méli, l'un des centres sociaux de Martigues. À leur arrivée, Rébecca et Naïs présentent le van et expliquent le projet aux habitantes et habituées du centre. La fraîcheur incite vite tout le monde à rentrer à l'intérieur, et une discussion s'installe

en cercle. Les professionnelles du CIDFF détaillent les thématiques sur lesquelles elles interviennent, et les questions fusent. Le travail est abordé en premier, un sujet sensible pour ces femmes, mères pour beaucoup et parfois sans emploi. Puis la conversation glisse vers les violences conjugales et l'accompagnement proposé par le CIDFF. « *Si je ne suis pas concernée, c'est aussi pour mon entourage* », lance une participante. « *À l'époque, j'avais une voisine qui se faisait tabasser...* » ajoute-t-elle. Les échanges permettent d'aborder la question de l'emprise et du contrôle coercitif (un ensemble de comportements exercés par une personne pour dominer et isoler son partenaire, souvent de manière progressive et insidieuse). « *Il ne faut jamais responsabiliser les victimes même si elles restent. Toute situation de violences conjugales commence souvent par des violences psychologiques. Ce n'est pas dès la première semaine que l'homme frappe, c'est rare* », explique Naïs. La question de la Justice est également évoquée et vivement critiquée par les participantes, avec des comparaisons entre la France et l'Espagne, où des tribunaux spécialisés dans les violences de genre ont été mis en place. Certaines racontent des affaires qui les ont marquées, comme celle de Gisèle Pélicot ou, plus anciennement,



▲ Rébecca est salariée du CIDFF en tant qu'intervenante sociale et égalité.



▲ Le CIDFF dispose de 12 permanences dans l'Ouest du département des Bouches-du-Rhône.

celle de Catherine Sauvage, avec le sentiment amer que peu de choses changent. « *On est arrivé à un stade où oui, on est dans une égalité des droits, mais pas une égalité de faits* », conclut Naïs. Une participante, Lilia, prend la parole : « *Alors qu'est-ce qu'on peut faire ?* » Pour les professionnelles du CIDFF, la réponse commence par l'éducation des enfants, tout en insistant sur l'importance de la sororité, ce lien de solidarité entre femmes. Marie Adams, coordinatrice au service prévention de la Ville, se félicite de la discussion : « *On aime bien organiser des projets autour de l'émancipation des femmes, et là, c'était vraiment un échange de qualité.* » Rébecca partage le même sentiment mais l'équipe ne tarde pas à repartir : un long trajet les attend. Portées par les remerciements des habitantes, elles reprennent la route vers Arles. Demain, ailleurs sur le territoire, d'autres voix, d'autres récits de vie attendent déjà Rébecca.

Le violentomètre est un outil de prévention créé en 2018 ▶ par les Observatoires des violences faites aux femmes de Seine-Saint-Denis et de Paris, l'association En Avant Toute(s) et la Mairie de Paris. Il classe 23 comportements conjugaux en 3 niveaux : "Profite", "Vigilance, dis stop !" et "Protège-toi, demande de l'aide".

